

Mouvement pour la rupture avec l'Union européenne et la V^e République

Chers camarades,

Nous avons pris connaissance de votre courrier et de la proposition que soit organisée, en 2018, une manifestation nationale pour dire : « Dehors le gouvernement Macron-Philippe et sa politique ! ».

Depuis des mois, le POID combat pour l'unité pour en finir avec la politique du gouvernement Macron-Philippe. Une politique entièrement menée en faveur des capitalistes, des patrons et des plus riches au détriment des travailleurs et de la jeunesse. C'est pourquoi ses adhérents sont partie prenante, depuis le début, aux côtés de militants de toutes tendances, des campagnes à l'initiative du Mouvement pour la rupture avec l'Union européenne et la V^e République.

Les dernières mesures anti-ouvrières prises et ou annoncées par le gouvernement ne peuvent que renforcer notre détermination à combattre pour l'unité. Citons notamment :

- la mise en œuvre de la « rupture conventionnelle collective » instaurée par les ordonnances de destruction du Code du travail et permettant aux patrons de licencier à tour de bras. Déjà, les patrons de Pimkie et de PSA y ont recours pour licencier des centaines de salariés ;
- la possibilité pour un patron de licencier un travailleur sans justification et de l'informer, deux semaines après l'avoir jeté dehors, du motif invoqué pour son licenciement ;
- l'instauration de sanctions sévères contre les chômeurs (réduction de 50 % pour deux mois des indemnités chômage) en cas de « *recherches insuffisantes* » ou de refus de deux « *offres raisonnables d'emploi* » ou d'une formation ;
- une nouvelle contre-réforme du système de retraite ;
- la suppression de la cotisation salariale et de la « cotisation patronale » à la Sécurité sociale, entraînant l'asphyxie de la Sécu et la limitation de l'accès aux soins ;
- la perte de dizaines d'euros pour 8 millions de retraités du fait de l'augmentation de 1,7 point de la contribution sociale généralisée (CSG) ;
- l'augmentation du tarif du gaz de 6,9 % en janvier ;
- la suppression de 70 000 postes de fonctionnaires territoriaux et le démantèlement de leur statut ;
- la suppression des trois départements de la petite couronne de la région parisienne (Hauts-de-Seine, Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne), avec à la clé le transfert, vers les établissements publics territoriaux, des compétences (entretien des collèges,

- Protection maternelle et infantile-PMI, crèches, versement des minima sociaux) – et très largement leur disparition ;
- la destruction du bac comme diplôme national et l’instauration de la sélection à l’entrée à l’université ;
 - l’accélération des processus de privatisation : Aéroports de Paris, Engie, La Française des jeux, etc.
 - la poursuite et l’amplification de la politique de guerre et d’intervention militaire à outrance.

Au regard de cette politique plus brutale que jamais, notre hebdomadaire, *La Tribune des travailleurs*, titrait son numéro du 3 janvier : *Peut-on laisser les mains libres à Macron ?*

Pour notre part, nous pensons qu’il faut en finir avec ce gouvernement. Et ce qui doit être à l’ordre du jour, c’est la convocation d’une Assemblée constituante avec des délégués élus et révocables qui, selon nous, devrait déboucher sur la mise en place d’un gouvernement ouvrier au service des seuls intérêts des travailleurs.

Nous pensons que pour aider à la réalisation de ces objectifs, il est indispensable de construire un authentique parti ouvrier.

Bien évidemment, la perspective de chasser Macron pose le problème de la mobilisation dans la lutte de classe des travailleurs et de la jeunesse. Aider à cette mobilisation pose la question de l’unité, à tous les niveaux, des travailleurs et de leurs organisations, soudés dans l’action de classe pour la satisfaction des revendications.

Dans cette perspective, la proposition faite lors de la conférence nationale du 2 décembre dernier de l’organisation d’une manifestation d’unité pour chasser Macron et sa politique et la décision de demander aux partis et organisations qui ont pour origine le mouvement ouvrier et démocratique de prendre leur place dans une telle préparation ne peut que répondre à la situation et reçoit notre total soutien.

Fraternellement,
Le secrétariat national